

l'assurance frais médicaux, comme on a tellement parlé de ce qu'elle coûterait aux Canadiens, les provinces traiteront leurs propres citoyens équitablement.

L'hon. M. Stanfield: Voici ma dernière question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Finances croit-il vraiment pouvoir juger si une province traite ses citoyens équitablement?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il va sans dire que la dernière question est irrecevable.

L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

LA MODIFICATION DU RÔLE DE L'ORGANISME

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Je voudrais demander au ministre des Forêts et du Développement rural s'il est en mesure de renseigner la Chambre sur ses projets à l'égard du mandat et du siège de l'Office d'expansion économique de la région atlantique?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur l'Orateur, si l'on doit apporter des modifications à la Constitution et au rôle de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, cela se fera à l'occasion de l'étude de la loi constituant le ministère.

[Traduction]

M. Lewis: Une question supplémentaire. Après la déclaration que le ministre aurait faite hier soir à Halifax, est-il en mesure de répondre à la Chambre à une question que je lui ai déjà posée plusieurs fois, savoir: Quels services organise-t-il et quels projets met-il à exécution pour faire disparaître les inégalités régionales, afin que les députés sachent à quoi s'attendre dans ce domaine.

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, cette question est tellement générale qu'il serait plus simple, à mon avis, de faire parvenir une copie de mon discours à l'honorable député d'York-Sud. Je crois qu'il verra à ce moment-là ce dont il s'agit.

[Traduction]

M. Lewis: Une autre question complémentaire. Comme, de toute évidence, la question est très importante et que même si je lisais le discours que le ministre a prononcé hier soir les députés ne seraient pas mieux renseignés

[L'hon. M. Benson.]

sur ce que le gouvernement entend faire pour régler le problème fondamental des disparités régionales, quand le ministre sera-t-il en mesure d'exposer son plan d'action au Parlement?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, dès que nous serons en mesure de présenter à la Chambre un projet de loi ou le bill constituant le nouveau ministère, nous pourrions préciser nos intentions.

[Traduction]

M. Lewis: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre quand viendra ce jour, cette année, l'an prochain ou beaucoup plus tard?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, une partie de la réponse dépend des députés qui sont en face de nous; alors, je ne peux pas le dire.

[Traduction]

LA RECHERCHE

L'AIDE SUPPLÉMENTAIRE À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): J'aimerais poser une question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Comme le président du Conseil national de recherches et le président du Conseil du Trésor, naguère encore ministre de l'Industrie, ont tous deux déclaré publiquement qu'à leur avis le Canada doit multiplier ses recherches industrielles s'il veut rester compétitif en tant que pays industriel, le gouvernement songe-t-il à présenter sous peu des mesures qui pourront favoriser cet accroissement si nécessaire?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nul doute que le député est au courant de l'aide considérable que nous accordons, sous forme de subventions, à la recherche industrielle au Canada.

L'hon. M. Hees: Mais, monsieur l'Orateur, le ministre ne sait-il pas que le président du Conseil national de recherches et son collègue le président du Conseil du Trésor ont tous deux déclaré expressément ce que nous faisons aujourd'hui ne suffit pas à favoriser l'accroissement de la recherche industrielle qui s'impose?

M. l'Orateur: A l'ordre.